



Fédération
Histoire
Québec



Éditions
Histoire Québec

Le 18 mars dernier, le gouvernement du Québec a déposé son Budget de dépenses 2026-2027. Pour le secteur du loisir culturel, ce budget confirme une réalité préoccupante : les enveloppes sont reconduites à leur niveau de 2023, sans consolidation, sans ajustement à la croissance des réseaux, sans reconnaissance des besoins nouveaux.

Depuis plus de soixante ans, la **Fédération Histoire Québec** regroupe les sociétés d'histoire, musées, centres d'archives et autres groupes citoyens répartis dans toutes les régions du Québec. Ce sont aujourd'hui plus de 400 organismes qui reposent en grande partie sur le bénévolat, et produisent une recherche rigoureuse, ancrée dans le terrain, fondée sur les archives locales, les sources orales, les patrimoines matériels et immatériels. Ce réseau contribue de manière formidable à documenter des pans entiers de notre passé que personne d'autre ne documente.

Les **Éditions Histoire Québec** publient le magazine *Histoire Québec*, seule revue nationale consacrée à toutes les formes d'histoire et de patrimoine au Québec. Numéro après numéro, la revue donne la parole à des chercheurs indépendants, à des membres de sociétés d'histoire, à des spécialistes régionaux, à des universitaires, et assure une diffusion structurée et durable des savoirs issus du terrain. Elle couvre toutes les régions, tous les milieux, toutes les périodes.

Ensemble, la Fédération et les Éditions remplissent une mission claire : regrouper, structurer et mettre en valeur l'expertise citoyenne en histoire et en patrimoine. Cette expertise existe. Elle est réelle. Elle est documentée et repose sur des méthodes éprouvées et sur un travail patient de collecte, de validation et de transmission.

Aujourd'hui, cette mission est fragilisée par des choix budgétaires gouvernementaux qui témoignent des contraintes budgétaires gouvernementales aux conséquences bien concrètes pour les organismes

La Fédération Histoire Québec va vivre, lors de son prochain renouvellement triennal de son aide au fonctionnement, une réduction concrète de son financement pour sa mission de regroupement. Paradoxalement, cette baisse survient alors que le nombre de sociétés membres a augmenté de façon continue d'une entente triennale à l'autre, tandis que les demandes d'accompagnement, de formation, de soutien technique et de représentation ont crû au même rythme. Les services offerts ont été renforcés, à la fois en quantité et en qualité, pour répondre à ces besoins accrus. Or, sans financement à la hauteur de cette croissance, il n'y a pas de relève structurée, pas d'encouragement durable à l'engagement bénévole, pas de capacité à maintenir des standards élevés, et une multiplication des incertitudes qui fragilise l'ensemble du réseau.

Parallèlement, le magazine *Histoire Québec* est le seul magazine national consacré à l'histoire et au patrimoine du Québec qui ne reçoit aucun financement récurrent du gouvernement provincial. Il est

pourtant diffusé dans l'ensemble du territoire, alimente les bibliothèques, les écoles, les chercheurs et le grand public, et constitue un outil structurant pour la mise en valeur des travaux produits en région. Dans un écosystème où les médias culturels spécialisés sont déjà rares, l'absence de soutien public place la revue dans une situation structurellement précaire. Ainsi les Éditions Histoire Québec publient-elles, depuis plus de trente ans, le magazine sans aucun financement récurrent du gouvernement du Québec, malgré son statut de seule revue nationale consacrée exclusivement à l'histoire et au patrimoine québécois dans toutes les régions et tous les milieux.

Pourtant, les besoins sont plus criants que jamais.

Dans un contexte d'incertitude mondiale, l'histoire joue un rôle structurant. Elle permet de comprendre d'où l'on vient, d'ancrer les communautés dans leur territoire, de nourrir le sentiment d'appartenance et de renforcer l'attractivité économique et touristique des régions. Les sociétés d'histoire, présentes dans les villes comme dans les villages, sont souvent les seuls acteurs structurés de la vie culturelle locale. Elles dynamisent les territoires, soutiennent le loisir culturel, créent des espaces de rencontre intergénérationnelle et contribuent à la cohésion sociale.

Le travail qu'elles accomplissent repose sur une générosité exceptionnelle. Des millions d'heures bénévoles sont investies chaque année pour classer des archives, documenter des bâtiments, produire des expositions, publier des recherches, transmettre des savoirs. Cette énergie citoyenne ne peut cependant pas remplacer un engagement public minimal et stable.

À cela s'ajoutent de nouveaux défis. La désinformation historique circule plus vite que jamais. Les contenus générés par l'intelligence artificielle se multiplient, parfois à des fins commerciales ou idéologiques, sans validation, sans ancrage dans les sources et les territoires. Dans ce contexte, seule une intelligence collective structurée, appuyée par des institutions solides et des réseaux crédibles, peut assurer la qualité et la fiabilité des connaissances diffusées.

Réduire le soutien à l'histoire citoyenne au moment où les menaces sur le patrimoine s'intensifient et où la cohésion sociale s'effrite constitue un choix lourd de conséquences.

Partout au Québec, des milliers de personnes s'engagent pour faire vivre l'histoire, la culture, le patrimoine, la généalogie et les traditions. Elles le font avec rigueur, avec constance, avec un sens aigu du bien commun. Elles le font pour transmettre, pour comprendre, pour préserver.

Le gouvernement du Québec ne peut pas se retirer de cet effort. Il devrait en être un moteur.

Nous appelons le gouvernement à reconnaître pleinement la valeur stratégique de l'histoire citoyenne et du loisir culturel en histoire, en généalogie et en patrimoine. Nous l'appelons à donner au ministère de la Culture et des Communications les moyens réels d'honorer ses priorités déclarées en matière d'identité, de culture et d'occupation du territoire. Nous l'appelons à corriger cette trajectoire dès le prochain renouvellement des ententes de financement.

L'histoire du Québec ne peut pas reposer uniquement sur la bonne volonté de ses citoyens. Elle mérite un engagement clair et assumé de l'État.